



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA POMPE A CHALEUR (PAC) DU SITE
CPAM DE SAINT-ORENS**

MARCHÉ N°G2025013

Organisme :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

3 boulevard du Professeur Léopold Escande

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 950 404 00025

**Marché Public à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, L2125-1, R2123-1 et suivants
du Code de la Commande Publique**

Sommaire

I.	PRESENTATION DU MARCHE	3
I.1	Objet du marché.....	3
I.2	Contexte	3
I.3	Lieu d'exécution	3
II.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
II.1	Période de préparation de chantier	5
II.1.1	Planning d'exécution	5
II.1.2	Plan de prévention	5
II.2	Période d'exécution	5
II.2.1	Dépose de la PAC.....	5
II.2.2	Pose de la nouvelle PAC	6
II.2.3	Paramétrage GTC.....	6
II.3	Période de fin de chantier	7
II.3.1	Essais.....	7
II.3.2	Mise en service	7
II.4	Réception des prestations.....	7
II.5	Formation	8
III.	CONDITIONS PARTICULIERES DE REALISATION DES TRAVAUX	8
III.1	Connaissance des lieux et repérage sur plan	8
III.2	Prestations comprises	9
III.3	Intervention en immeuble occupé / nuisances.....	9
III.4	Horaires d'intervention	10
III.5	Accès et sécurité des bâtiments.....	10
III.6	Propreté du chantier - Déchets	10
III.7	Structure du bâtiment	11
III.8	Réseaux	11
III.9	Approvisionnement et Stockage	12
III.10	Signalisation et stationnement.....	12
III.11	Matériaux incorporés	13
III.12	Mise en œuvre.....	13
III.13	Qualité des intervenants	14
III.14	Conformité des matériels utilisés.....	14
III.15	Permis feu et sécurité incendie	15
III.16	Obligation de discrétion et respect du règlement de l'entreprise	16
III.17	Dégradation, défektivité et inachèvement.....	17
III.18	Développement durable et qualité environnementale	17
III.19	Garantie	17
IV.	ANNEXES.....	18

I. PRESENTATION DU MARCHE

I.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution par le Titulaire de travaux de remplacement de la pompe à chaleur (PAC) du site CPAM de Saint-Orens. Ces travaux sont menés sous la responsabilité des services techniques de la CPAM de la Haute-Garonne, agissant en qualité de maître d'ouvrage.

Le présent CCTP a pour objet :

- de décrire le cadre général d'exécution des prestations attendues,
- d'indiquer les exigences et contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et normes en vigueur : DTU, AFNOR, prescription CSTB ...,

I.2 Contexte

Le site de Saint-Orens dispose d'une double production alimentant un réseau de ventilo-convecteur sur une architecture de type « *change-over* » :

- Une chaudière gaz à condensation de marque Guillot datant de 2014 située dans le local technique ;
- Une pompe à chaleur de marque TRANE datant de 2012, située sur le toit plat du local technique.

Fin 2024, le site a fait l'objet de l'installation d'une GTC et d'une transformation du réseau hydraulique.

Les deux compresseurs de la PAC sont « hors service ». Au vu de l'état général, de l'âge et des difficultés de remplacement de ces éléments, le MOA a pris la décision de remplacer la totalité de la PAC, objet du présent marché.

I.3 Lieu d'exécution

Le site CPAM objet du marché se situe à l'adresse suivante :

- **Agence CPAM Saint-Orens - 8 rue du commerce - 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.**



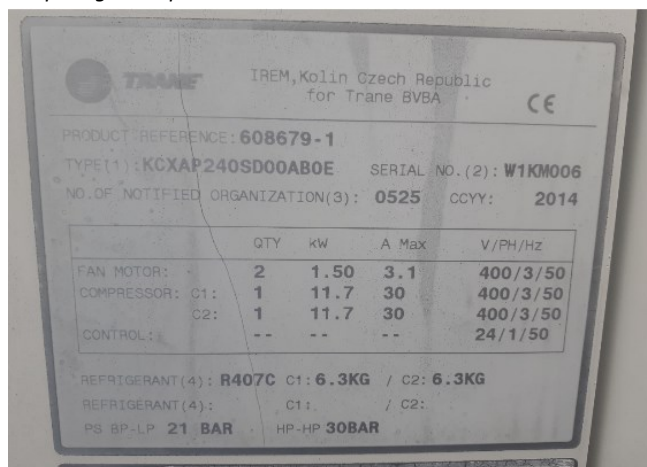


Il est précisé que les marques et types de matériels cités dans l'une des quelconques pièces du marché, le sont à titre indicatif afin de préciser au Titulaire le type de prestation attendue. Tout matériel présentant des caractéristiques équivalentes peut être admis à condition que le Titulaire apporte la preuve par tout moyen de la parfaite compatibilité du matériel proposé avec les installations existantes.

A titre informatif et non contractuel, la date de notification du marché est estimée au **mercredi 16 avril**.

Les caractéristiques de la PAC actuellement en place et hors-service figurent en annexe n°3 au présent CCTP.

Plaque signalétique de la PAC :



II.1 Période de préparation de chantier

II.1.1 Planning d'exécution

Préalablement à son intervention le TITULAIRE devra remettre au MOA un planning d'exécution, celui-ci devra faire apparaître les délais d'intervention en mettant en évidence les principales étapes de l'intervention.

Le TITULAIRE devra tenir compte dans son planning d'intervention de tout délais et notamment du délai maximal de réception des travaux, des délais de commande et de réception des matériaux, des délais du fait du grutage ainsi que des prérequis techniques.

II.1.2 Plan de prévention

Préalablement à l'exécution des travaux, un plan de prévention sera établi entre le TITULAIRE et le MOA afin d'identifier les risques liés aux missions réalisées par le TITULAIRE et définir les mesures de prévention et protection à mettre en œuvre.

Le TITULAIRE devra porter à la connaissance de son personnel intervenant et de ses sous-traitants éventuels les mesures de prévention à respecter pour réaliser ces prestations en toute sécurité.

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'ensemble des préconisations et des recommandations sans réserves.

L'incidence des dispositions, préconisations et obligations émises par ces Titulaires sont réputées incluses dans les prix proposés.

II.2 Période d'exécution

II.2.1 Dépose de la PAC

La dépose de la PAC, comprend les actions suivantes :

- Vidange et isolement des circuits hydrauliques ;
- Récupération de l'huile, le cas échéant, et retraitement selon les normes en vigueur ;
- Récupération et retraitement du fluide frigorigène (R407C) selon les normes en vigueur ;
- Déconnection et consignation électrique ;
- Grutage et mise au rebut auprès d'un centre agréé (accompagné de la preuve du dépôt dans un centre agréé).

Le Titulaire fournit, au plus tard à la date de réception du présent marché, le bordereau de récupération du fluide frigorigène indiquant le poids, ainsi que les attestations de retraitement du fluide et de la PAC.

II.2.2 Pose de la nouvelle PAC

La PAC fournie doit avoir des caractéristiques identiques ou équivalentes à la PAC actuellement hors-service, et présenter en plus de l'existant :

- Un rendement supérieur
- Un fluide frigorigène de type R454B.
- Raccordement de la nouvelle PAC sur le réseau existant (DN65)

La pose de la nouvelle PAC, comprend les prestations suivantes :

- Grutage et pose de la nouvelle PAC, compris :
 - Etude de portance de la dalle si nécessaire (les caractéristiques du local technique et du toit terrasse, issues du DOE, figurent en annexes 1 et 2 au présent CCTP) ;
 - Fixation du groupe par procédé adapté ;
- Raccordement de la panoplie hydraulique, compris :
 - Adaptation sur le réseau existant avec manchettes antivibratiles ;
 - Calorifugeage des réseaux hydrauliques par coquille styro d'une épaisseur minimum de 50mm et finition en tôle isoxale ;
 - Reprise du câble autorégulant antigel ;
 - Remise en eau et test d'étanchéité des réseaux ;
 - Rééquilibrage des paramètres physico-chimiques de l'eau ;
- Raccordement électrique, compris :
 - Câbles et boîtes de jonctions ;
 - Le cas échéant remplacement des protections en place en fonction de la puissance du nouveau groupe.

II.2.3 Paramétrage GTC

Le Titulaire assure la reprise du paramétrage de la GTC selon l'analyse fonctionnelle, et notamment sur les points suivants :

- Températures de consignes
- Températures de fonctionnement
- Température de bascules PAC / chaudières

Ainsi que la mise en place de la communication avec la PAC (modbus RS485, ModbusIP, LON...), permettant la récupération des informations de fonctionnement de la PAC (état du circulateur, températures d'eau au niveau de la PAC...), et des défauts mise à disposition dans la table d'échange. Ces remontés d'informations devront ensuite être ajoutés au journal de la GTC, et le paramétrage par mail de ces défauts devra être prévu.

La reprise du paramétrage devra se faire conformément aux documents du DOE de la mise en œuvre de la GTC :

- **Annexe 4** : Analyse fonctionnelle
- **Annexe 5** : Interface utilisateur GTC
- **Annexe 6a, 6b et 6c** : Schéma de principe fonctionnement PAC/chaudière
- **Annexe 7** : Armoire électrique chaufferie

II.3 Période de fin de chantier

II.3.1 Essais

En fin de chantier, le TITULAIRE est tenu d'effectuer les essais de fonctionnement : préalablement à la période d'essais, il établira un cahier de méthode d'essais avec modèle des divers procès-verbaux d'essais qui seront fournis au MOA pour accord et observations éventuelles, ce PV seront intégrés au DOE.

Les essais de fonctionnement des matériels et équipements incorporés sont à la charge de l'entreprise et seront effectués en présence d'un représentant des services techniques du MOA à leur demande.

Les essais et la fournitures nécessaires aux essais seront à la charge du TITULAIRE y compris en cas de dysfonctionnement et de nécessité de réaliser des essais complémentaires.

II.3.2 Mise en service

Une fois l'installation terminée, le TITULAIRE assurera la mise en service du matériel, cette mise en service comportera notamment :

- la mise en route de l'installation
- le contrôle des circuits frigorifiques et électriques
- les paramètres de la PAC
- les paramétrages de l'interface de GTC
- la vérification du bon fonctionnement de l'ensemble, comprenant notamment les mesures des températures des fluides, des températures ambiantes, et des autres éléments nécessaires au contrôle des conditions de confort à maintenir par l'installation.

Un exemplaire du procès-verbal de la mise en service sera intégrée au DOE.

II.4 Réception des prestations

Avant la réception, le TITULAIRE devra fournir au MOA l'ensemble des documents en rapport avec son intervention constituant le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) :

- Plans d'exécution conformes à l'ouvrage exécuté et plans de recollements,
- Notices de fonctionnement des matériels installés
- Notices techniques des fabricants pour l'ensembles des matériaux et éléments installés
- Fiche de préconisation de maintenance
- Fiches de sécurité

- Certificats de garantie des matériels
- Plans de cheminements des réseaux
- Plan, de câblage, schémas et synoptiques électriques
- Notes de calculs (format PDF et natif)
- PV et/ ou certificats des éléments coupe-feu le cas échéant
- PV d'autocontrôle et d'essais

Le DOE sera à fournir en 3 exemplaires numériques sur clé USB.

Les documents devront être sécurisés, identifiables et repérables avec logiciel AUTOCAD (DWG) pour les plans et avec les logiciels Word, Excel ou Adobe Reader pour les autres documents. Ces documents devront être exploitable par le MOA.

Le TITULAIRE est tenu de replier le chantier dès achèvement de son intervention.

Le TITULAIRE devra informer sans délai le MOA de l'achèvement du chantier.

Cette opération de clôture comprendra à minima les éléments suivants :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Dans le cas où la réception définitive ne pourrait pas être prononcée, Il sera effectué une visite contradictoire permettant de définir les corrections à effectuer et la date limite de réception, ces éléments pourront être formalisé sur un PV de réception provisoire (formulaires EXE par exemple).

Lors de l'achèvement complet, il pourra être dressé un PV (formulaires EXE par exemple) indiquant la date de parfait achèvement. Cette date sera le point de départ de l'ensemble des garanties liées aux éléments de l'intervention.

II.5 Formation

Dès la prise de possession des ouvrages par le MOA et à une date fixée en accord avec lui, le TITULAIRE déléguera un de ses représentants qualifiés pour informer un représentant des services techniques du MOA sur le fonctionnement de l'installation.

III. CONDITIONS PARTICULIERES DE REALISATION DES TRAVAUX

Ce chapitre a pour objet de présenter le cadre d'intervention, les obligations et contraintes du fait des spécificités du bâtiment, des activités en son sein et de l'organisation générale de la CPAM de la Haute-Garonne.

III.1 Connaissance des lieux et repérage sur plan

Le Titulaire doit présenter son offre au vu des plans et documents annexés au présent CCTP.

Avant la remise de son offre, l'Entreprise est tenue de recueillir tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour assurer la parfaite qualité de ses prestations.

Le Titulaire ayant obligatoirement visité le site pour la remise de son offre, il est réputé avoir une connaissance parfaite de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution, les délais, ainsi que la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Les plans, schémas et relevés fournis par le MOA devront être vérifiés par le Titulaire avant toute intervention. Toute erreur ou incomplétude devra être signalée au MOA.

Les modifications issues des travaux devront être portées sur les documents et communiquées au MOA.

En cas de nécessité et après autorisation expresse du MOA, le TITULAIRE pourra procéder à des sondages. Les dégradations provoquées par ces sondages devront être remises en état par le TITULAIRE.

III.2 Prestations comprises

L'offre du TITULAIRE doit inclure l'ensemble des prestations, des fournitures et tous les frais de mise en œuvre nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux de telle sorte que leur achèvement ne donne lieu à aucun supplément, y compris au niveau des paramétrages de la GTC.

En conséquence, les propositions du TITULAIRE devront comprendre :

- Toute les études techniques, plans, schémas, notes de calcul...,
- Toutes les autorisations administratives,
- L'ensemble des approvisionnements et manutention de matériels et matériaux
- L'ensemble des matériels nécessaires à l'intervention, y compris les matériels de levage et d'accès,
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des travaux,
- Les prestations de nettoyage et de protection du chantier,
- Les prestations d'évacuation et de retraitement des déchets,
- L'ensemble des rebouchages suite aux percements, aux descellements et à l'enlèvement de matériels (goulottes, tubes, ...).

III.3 Intervention en immeuble occupé / nuisances

Les interventions seront réalisées en site occupé.

Le TITULAIRE devra limiter les nuisances de toute sorte tant dans leur intensité que dans la durée, notamment en prenant soin au choix des matériels et méthodes utilisés et en respectant les préconisations du responsable de sécurité du MOA.

Le TITULAIRE devra informer la CPAM préalablement à son intervention des périodes et de tous les types de nuisances générées :

- Olfactive
- Sonore
- Poussière
- Entrave à la circulation
- Coupure de réseau (eau, chauffage, climatisation, électricité...)

En fonction de cette définition des nuisances induites et du calendrier, le MOA pourra être amené à prendre des mesures afin de limiter l'impact sur les usagers du bâtiment, et/ou à proposer des aménagements de calendrier au TITULAIRE.

Lors d'une intervention, en cas de « plainte » d'usagers du bâtiment, le TITULAIRE est tenu de contacter immédiatement le MOA. Il ne doit en aucun cas se soumettre aux injonctions des usagers de l'immeuble sans un avis préalable du responsable de sécurité du MOA ou du responsable de l'opération au sein du service technique du MOA.

III.4 Horaires d'intervention

Les interventions devront être réalisées sur la plage horaire de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi.

Cette plage d'intervention pourra être adaptée en fonction :

- des contraintes de service du MOA : un calendrier spécifique sera alors défini conjointement entre le MOA et le TITULAIRE afin de restreindre cette plage et l'adapter aux contraintes ou d'effectuer des travaux hors de ces plages.
- des contraintes de sécurité nécessitant une intervention hors plage horaire et potentiellement le weekend, notamment pour le grutage.

III.5 Accès et sécurité des bâtiments

Des badges permettant l'accès au site objet du marché sont remis au TITULAIRE dans le cadre de l'exécution du marché.

Le TITULAIRE et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'exécution des prestations du marché ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre des prestations du marché, et durant les horaires d'intervention définis au présent CCTP ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse du site CPAM objet du marché ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CPAM en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges à la CPAM à suite à la réception des travaux.

Le TITULAIRE devra remettre la liste nominative des intervenants qui seront bénéficiaires de badges d'accès.

III.6 Propreté du chantier - Déchets

Le TITULAIRE s'engage à maintenir le chantier en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux et à la livraison, et à prendre toutes les dispositions utiles à cet effet :

- mise en place et enlèvement des protections,
- enlèvement des emballages
- enlèvement des essuies mains souillés

- élimination des traces de colles et autres produits résiduels,
- nettoyage du chantier et des sols en fin de journée,
- évacuation des déchets hors du chantier au fur et à mesure,
- circonscrire les poussières à la zone d'intervention et éviter autant que possible la dispersion vers les espaces occupés du site

Concernant la dépose de la PAC et des éléments liés, le Titulaire s'engage :

- à récupérer et retraiter selon les normes en vigueur l'intégralité du gaz : 6.3 kg de gaz R407C par circuit (selon données constructeur)
- à évacuer les eaux additionnées de produits de traitement préventif en conformité avec l'article L1331-10 du code de la Santé Publique
- à évacuer la PAC par le biais d'une filière de revalorisation des composants et notamment des métaux

Le TITULAIRE s'engage à effectuer un tri des déchets issus du chantier avant de les déposer dans une décharge en fonction de leur typologie.

Le TITULAIRE pourra localiser les sites des décharges sur le site : www.dechets-chantier.ffbatiment.fr.

En cas de non-respect par le TITULAIRE des obligations découlant des prescriptions concernant le nettoyage, le MOA le fera exécuter par un Titulaire extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du TITULAIRE, et aux frais et risques de ce dernier.

Dans tous les cas, la protection préalable du chantier, l'évacuation de l'ensemble des déchets ainsi que le nettoyage de fin de chantier sont réputés faire partie de l'offre et n'amènent pas à être des éléments complémentaires du devis et de facturation.

III.7 Structure du bâtiment

Préalablement à son intervention sur le toit terrasse supportant la PAC, le TITULAIRE devra s'assurer :

- d'être en possession de l'ensemble des éléments lui permettant de positionner la PAC sans dégât et sans affaiblissement de la structure ;
- que la PAC mise en place puisse être supportée par la dalle ;
- de disposer des personnels et matériels nécessaires à ce type d'intervention ;

Lors de l'approvisionnement et le stockage des matériaux le TITULAIRE devra s'assurer de la portance des cheminements sur le toit terrasse.

Annexe 1 : Détail plan local technique RDC (Extrait DOE)

Annexe 2 : Détail plan toit terrasse local technique (Extrait DOE)

III.8 Réseaux

Sauf cas d'urgence (sécurité des personnels ou des biens), aucune coupure de réseau (eau, électricité, gaz, évacuation, télécommunication...) ne pourra être réalisée sur initiative du TITULAIRE. Ces interventions devront avoir été préalablement validées par le MOA et être réalisées par un personnel dûment habilité.

Dans le cas de coupure des réseaux : télécommunication, eau, gaz, électricité, le service technique du MOA devra être avisé au moins une semaine à l'avance afin de prendre les dispositions utiles pour garantir la sécurité des biens et des personnes et la continuité des travaux.

Ce préavis est porté à 15 jours s'il devait impacter les zones du site autres que celles impactées par les travaux, notamment l'accueil et les espaces bureau du site

Dans leur cheminement, les réseaux peuvent être encastrés. Il appartiendra au TITULAIRE de mettre en œuvre des moyens permettant la détection de ces réseaux avant démolition, perçage, carottage etc.

La prise en charge financière des éventuelles dégradations ainsi que l'ensemble des conséquences liées à ces dégradations est à la charge du TITULAIRE responsable s'il est avéré que les moyens de détections appropriés n'ont pas été mis en œuvre.

Lors d'intervention sur les réseaux d'évacuation, la séparation des réseaux EP (eaux pluviales), EU (eaux usées) et EV (eaux vannes) devra être respectée.

En cas de non observation, les travaux de mise en conformité seront intégralement à la charge de l'entreprise.

III.9 Approvisionnement et Stockage

Le TITULAIRE doit faire son affaire de l'approvisionnement du chantier, aucun moyen humain et/ou technique du MOA ne sera mis à disposition de l'entreprise du TITULAIRE.

Le stockage des matériaux incorporés au chantier devra se faire en accord avec le responsable de sécurité du MOA tant au niveau de la dangerosité des produits qu'au niveau des zones de stockage. Comme le principal du chantier, ces zones devront rester dans un état de propreté et d'organisation. Dans le cas de stockage sur site, le TITULAIRE devra en assurer toutes les contraintes et responsabilités.

Les approvisionnements et stockage de matériaux lourds devront respecter les contraintes de charges des zones de transit et de stockage. En cas de doute, il appartient au TITULAIRE de faire étudier la résistance des planchers et cheminements.

Le stockage des matériaux, matériel et ouvrage avancés se feront sous l'entière responsabilité du TITULAIRE, il lui appartient donc de mettre en œuvre les protections nécessaires.

Lors de la dépose de la PAC et de l'approvisionnement de la nouvelle PAC par grutage, il appartient au TITULAIRE de mettre en œuvre toutes les sécurités, balisage et protections nécessaires. En cas de nécessité de fermeture du site pour ces actions, le Titulaire devra en avertir le MOA au moins 15 jours à l'avance.

III.10 Signalisation et stationnement

Au sein du bâtiment et sur les zones extérieures privatives (parking, toit terrasse), toute intervention devra être signalée :

- Définition des zones d'intervention et de stockage et de cheminement le cas échéant,
- Interdiction d'accès : inscription et balisage,
- Indication des obligations réglementaires de port des EPI,

- Indication des cheminements et de contournement le cas échéant
- Balisage et de l'espace de grutage et des zones de transits des éléments grutés

Les véhicules personnels des employés du TITULAIRE ne sont pas tolérés sur le site. Les véhicules des entreprises intervenantes pourront être admis dans les zones de parking ou d'intervention après accord du responsable sécurité du MOA. Ces véhicules ne pourront être stationnés que sur la période d'intervention et la pause déjeuner.

III.11 Matériaux incorporés

L'ensemble des matériaux incorporés devra être livré neuf, de première qualité, estampillé des normes et règlements régissant ce type de matériaux et en parfait état de fonctionnement et esthétique.

Le service technique du MOA se réserve le droit d'effectuer des vérifications et de refuser tout matériel ne semblant pas présenter les garanties nécessaires.

Les matériaux doivent répondre aux normes nécessaires à leur mise en œuvre en fonction de la typologie du bâtiment (ERP ...).

En cas de doute, le TITULAIRE devra obtenir l'avis préalable du responsable sécurité du MOA

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et assortis d'une garantie totale, pièces et main-d'œuvre, d'une durée de 1 an minimum ou des garanties légales minimales.

La garantie prendra effet à la date de réception des travaux.

Le TITULAIRE devra fournir au MOA l'ensemble des fiches techniques, fiches de sécurité, notice et recueil de normes des matériaux incorporés.

III.12 Mise en œuvre

Le TITULAIRE doit respecter la législation, les normes et les règles de l'art applicables à l'exécution des travaux et jusqu'au parfait achèvement.

A ce titre, l'exécution des travaux est notamment soumise :

- Aux exigences des cahiers des clauses techniques des Documents Techniques Unifiés (CCT DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux exigences des cahiers des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux normes françaises ou européennes, notamment les normes françaises homologuées publiées par l'AFNOR (Association française de normalisation) les fournitures et matériaux entrant dans les travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux avis techniques du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) en vigueur à la date du passage de la commande,
- Aux différents textes issus des codes : Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, Code de l'énergie,
- Aux prescriptions de mise en œuvre des fabricants des matériaux incorporés, définies dans les avis techniques, documents et notices de ces derniers,
- Aux règles de l'art communément admises dans la profession,
- Au règlement de sécurité des ERP,
- Et à toutes préconisations qui auront été faites au préalable par le MOA

L'ensemble des travaux pourra faire l'objet d'un contrôle technique qui sera effectué par un organisme agréé désigné par le MOA et à sa charge.

Ce contrôle portera notamment sur la conformité avec la réglementation en vigueur. Le TITULAIRE devra se conformer aux observations qui seront formulées lors de ces contrôles et il sera tenu de procéder aux modifications nécessaires sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou complément de facturation.

Le TITULAIRE est tenu de remettre, à la demande des Services Techniques du MOA, toutes les notes de calculs relatives aux prestations techniques particulières telles que : calcul de puissance, de tension, d'éléments porteurs, de résistance des matériaux, de structure métallique, de débit, de perte de charge, de pression...

Les percements, rebouchages, scellements et ancrages ne devront pas modifier les caractéristiques d'origine des murs, des cloisons, des planchers et des plafonds sur lesquelles elles ont été pratiquées et notamment en terme de résistance structurelle et de résistance au feu.

Le TITULAIRE a un devoir de conseil sur l'ensemble du périmètre de son intervention mais aussi sur tout élément qu'il est amené à découvrir lors de son intervention.

A cette fin il devra informer sans délai les services techniques du MOA de tout danger, dysfonctionnement, et différence avec les documents (plan, cote...)

III.13 Qualité des intervenants

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par le MOA.

De même, il appartient au TITULAIRE de s'assurer que les activités sont réalisées par des personnels possédant toutes les autorisations et agréments nécessaires et en cours de validité, et notamment les qualifications décrites ci-après, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Permis de conduire ;
- CACES pour l'utilisation de certains engins ;
- Habilitation électrique ;
- Habilitation et formation au travail en hauteur.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

En cas de sous-traitance (notamment pour le grutage), le TITULAIRE est tenu de faire parvenir au MOA avant toute intervention du sous-traitant un document DC4 dûment complété accompagné de l'ensemble des documents requis.

III.14 Conformité des matériels utilisés

Le TITULAIRE devra veiller à n'utiliser que du matériel conforme à la réglementation et à jour des contrôles nécessaires notamment pour les appareils de levage et de travail en hauteur.

Le TITULAIRE est responsable de la vérification du respect des normes, agréments et assurances de l'intervenant en cas de sous-traitance du grutage

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'utilisation des matériels nécessaires à la parfaite mise en sécurité des intervenants et les préconisations décrites dans le plan de prévention le cas échéant.

Le TITULAIRE veillera à mettre à disposition des intervenants tous les EPI (Equipements de Protection Individuelle) nécessaires et en conformité avec les réglementations en vigueur à la date d'intervention.

Le TITULAIRE veillera à respecter la mise en œuvre des produits et matériaux utilisés en conformité avec les préconisations du fabricant et les recommandations de sécurité notamment celles présentes sur la fiche sécurité des produits.

Le matériel laissé sur site entre deux interventions (nuit, week-end...) reste sous l'entière responsabilité du TITULAIRE tant sur le risque qu'il peut représenter pour les usagers et le bâtiment qu'en cas de dégradation ou vol.

III.15 Permis feu et sécurité incendie

Le recours à un permis feu est régi par les textes réglementaires :

- articles R. 4511-1 et R. 4512-2 du Code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure)
- articles R.4227-1 et suivants, R.4216-1 et suivants et L.4121-1 du C. trav. (santé et sécurité au travail);
- article R.4512-7 du C. trav. et article 1er, 21° de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention;
- arrêtés du 8 décembre 2011 et du 13 octobre 2010 relatifs à des installations classées pour la protection de l'environnement;
- arrêté du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 »;
- arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public);
- arrêté du 30 décembre 2011 (règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

Un permis feu devra être accordé systématiquement en cas de travaux par point chaud et ce quel qu'en soit l'intensité ou la durée, la liste suivante n'est pas exhaustive:

- Génération d'étincelle : meulage, fraisage, découpage, ébarbage...
- Soudure : soudure arc, MIG, TIG, chalumeau...
- Opération de soudure de matière plastique : sol souple

Le TITULAIRE devra informer le MOA au moins 5 jours ouvrés à l'avance en cas de nécessité d'un permis feu, celui-ci sera valable sur 5 jours consécutifs maximum et devra être renouvelé à chaque période sur la totalité de la durée d'intervention.

Le permis feu sera affiché dans les locaux de l'intervention.

Le TITULAIRE s'engage à respecter sans réserve les consignes qui lui seront données lors de la remise du permis feu.

La délivrance d'un permis de feu ne vaut pas transfert de responsabilité, les travaux restant exécutés sous la seule responsabilité du TITULAIRE.

Les travaux par point chaud devront être arrêtés au plus tard à 15h quotidiennement afin de permettre le contrôle de sécurité postérieur.

Ce contrôle sera à la charge du TITULAIRE, toute suspicion devra faire l'objet d'un contrôle approfondi et faire l'objet d'une information auprès de la MOA

Le TITULAIRE devra disposer des éléments suivants :

- Extincteur à poudre 6kg
- Extincteur CO2 2 kg
- Bâche anti-feu (protection des sols et des parois lors d'intervention par point chaud)

Aucune modification ne pourra être effectuée sur les éléments coupe-feu (cloison, porte...) sans accord préalable du service sécurité du MOA tant sur la modification envisagée que sur la solution technique et la conformité des matériaux utilisés.

Tout rebouchage ou scellement effectué dans un élément coupe-feu devra être effectué en conformité avec les propriétés coupe-feu du support et devra être indiqué au responsable sécurité du MOA

Le TITULAIRE veillera à ce que l'ensemble du matériel laissé sur chantier entre 2 interventions soit débranché et ne représente aucun risque : rallonge, matériel électroportatif, batterie...

Le TITULAIRE veillera à ce que les produits laissés sur site ne représentent pas de risque d'inflammation.

III.16 Obligation de discrétion et respect du règlement de l'entreprise

Le TITULAIRE s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants éventuels

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux locaux du MOA.

Il est interdit au personnel du TITULAIRE :

- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier,
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances,
- de manquer de respect aux personnel de la CPAM et aux usagers de l'immeuble,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise du TITULAIRE
- d'utiliser des postes radio susceptibles d'engendrer une gêne pour les occupants de l'immeuble
- de fumer à l'intérieur des bâtiments (même dans la zone de travaux) ou à proximité des entrées et parties communes de l'immeuble

Cette liste n'est pas limitative.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus le MOA est en droit, à tout moment, de demander le remplacement des personnels en infraction, ou de leur refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

III.17 Dégradation, défektivité et inachèvement

Tout élément défectueux faisant l'objet du présent marché, devra être impérativement remplacé aux frais de l'entreprise dans les meilleurs délais.

Toute malfaçon, manquement au respect des règles de l'art ou du descriptif, pourront être notifiés à l'entreprise et inscrits au PV de chantier.

La réception du chantier ne pourra être prononcée qu'après parfait achèvement et le cas échéant reprise des malfaçons et dysfonctionnements.

Le TITULAIRE est responsable de tous dégâts survenus sur le chantier pendant les travaux du fait de ses employés et ses sous-traitants.

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, le TITULAIRE demeure responsable de tous les matériaux, métaux, matériels, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et intégrés au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

III.18 Développement durable et qualité environnementale

La totalité des éléments déposés et les gravats doivent être évacués dans des centres de retraitement agréés. Sur demande du MOA, l'entreprise devra fournir les justificatifs.

Le TITULAIRE veillera notamment au respect de l'article III.6 du présent CCTP « *Propreté du chantier – Déchets* » concernant la dépose de la PAC et des éléments liés.

Le MOA entend s'impliquer fortement dans une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour toutes les opérations de travaux dans les bâtiments, objet des travaux du présent marché.

Dans ce cadre, le TITULAIRE devra utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent à condition qu'ils respectent les DTU (documents techniques unifiés).

Aussi, sur simple demande du MOA, le TITULAIRE devra porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre notamment en termes de performances énergétiques.

Ces dispositions concernent notamment, mais non limitativement :

- les isolants et calorifugeages
- la pompe à chaleur

D'autre part, le TITULAIRE, en respect des démarches du MOA dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

III.19 Garantie

Le TITULAIRE est soumis aux règles relatives à l'ensemble des responsabilités et garanties légales de l'entrepreneur de travaux.

Pendant cette période, toute réparation de vice construction, aussi bien de son fait que de celui des fabricants, seront à la charge du TITULAIRE qui devra le remplacement des pièces défectueuses et la main- d'œuvre correspondante

Le TITULAIRE s'engage en ce qui le concerne, ainsi qu'en ce qui concerne ses sous-traitants éventuels et fournisseurs, à ce qu'il soit en possession des licences nécessaires pour les systèmes, procédés ou objets employés, garantissant le MOA contre tout recours qui pourrait être exercé à ce sujet.

IV. ANNEXES

Sont annexés au présent CCTP les documents suivants :

- **Annexe n°1** : Plan du RDC du local technique du site CPAM de Saint-Orens
- **Annexe n°2** : Plan du toit terrasse du local technique du site CPAM de Saint-Orens
- **Annexe n°3** : Caractéristiques de la PAC Trane CXA 240
- **Annexe n°4** : Analyse fonctionnelle GTC CVC
- **Annexe n°5** : Interface utilisateur GTC
- **Annexe n°6a** : Schéma de principe PAC + chaudière
- **Annexe n°6b** : Schéma de principe chaudière seule
- **Annexe n°6c** : Schéma de principe PAC seule
- **Annexe n°7** : Armoire électrique chaufferie